

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 26 JUIN 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/298 CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX (LPO) - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/298

BUREAU DU 26 JUIN 2023

**O B J E T : CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE ENTRE
LA METROPOLE TPM ET LA LIGUE POUR LA
PROTECTION DES OISEAUX (LPO) - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le décret ministériel du 3 juillet 1986, reconnaissant la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) comme une association nationale d'utilité publique,

VU la demande de subvention de la LPO en date du 6 septembre 2022,

VU le contrat d'engagement républicain signé par l'association le 12 mai 2023,

VU l'avis favorable du Conseil d'Exploitation des régies des ports du 8 mars 2023,

VU le projet de convention d'objectifs pluriannuelle établie entre La Ligue pour la LPO et la Métropole TPM pour le déploiement du projet « un port plus naturel »,

CONSIDERANT que la LPO est une association nationale reconnue d'utilité publique dans le but d'agir pour l'oiseau, la faune sauvage, la nature et l'homme, et lutte contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation,

CONSIDERANT que la LPO souhaite déployer le projet « un port plus naturel » et a fait une demande de subvention auprès de la Métropole,

CONSIDERANT que la Métropole, dans le cadre de son action en tant qu'autorité portuaire de déploiement d'une politique environnementale visant à réduire l'ensemble des impacts de l'activité portuaire sur l'environnement, a décidé de soutenir financièrement l'association dans la réalisation de son action,

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une action d'utilité publique, pour la préservation et la valorisation de la biodiversité,

CONSIDERANT que, par ailleurs, celle-ci permettrait d'affirmer la certification « Ports Propres Actifs en Biodiversité » des ports de plaisance de la Métropole,

CONSIDERANT que les actions proposées par la LPO visent les objectifs suivants :

- Consolider et développer la connaissance naturaliste au service de la protection de la nature,
- Réaliser des actions concrètes en faveur de la biodiversité sur les territoires
- Mobiliser les citoyens pour protéger la faune sauvage et ses habitats,
- Structurer et pérenniser le fonctionnement de l'association en Provence-Alpes-Côte d'Azur,

CONSIDERANT que ce projet sera effectué pendant trois ans,

CONSIDERANT que le périmètre du projet concerne les ports métropolitains du Bruscat et de La Madrague de Giens certifiés « Ports Propres Actifs en Biodiversité »,

CONSIDERANT que les montants de la participation financière de la Métropole sont répartis tels que suivant :

	Montant (€ TTC)
Année 1	5 000,00
Année 2	5 000,00
Année 3	5 000,00
Total	15 000,00

CONSIDERANT que les modalités de cette contribution sont définies par la convention telle qu'annexée,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 15 000 euros TTC sur une période totale de 3 ans pour des actions se déroulant sur les ports métropolitains du Brusç et de La Madrague de Giens afin de contribuer financièrement aux actions de l'association LPO.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs pluriannuelle entre la LPO et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour la réalisation du projet « un port plus naturel ».

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget annexe Ports métropolitains 2023, article 6743, dans les deux opérations correspondant aux deux ports : le Port du Brusç à Six-Fours-les-Plages (33000) et le Port de La Madrague de Giens à Hyères-les-Palmiers (37000).

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

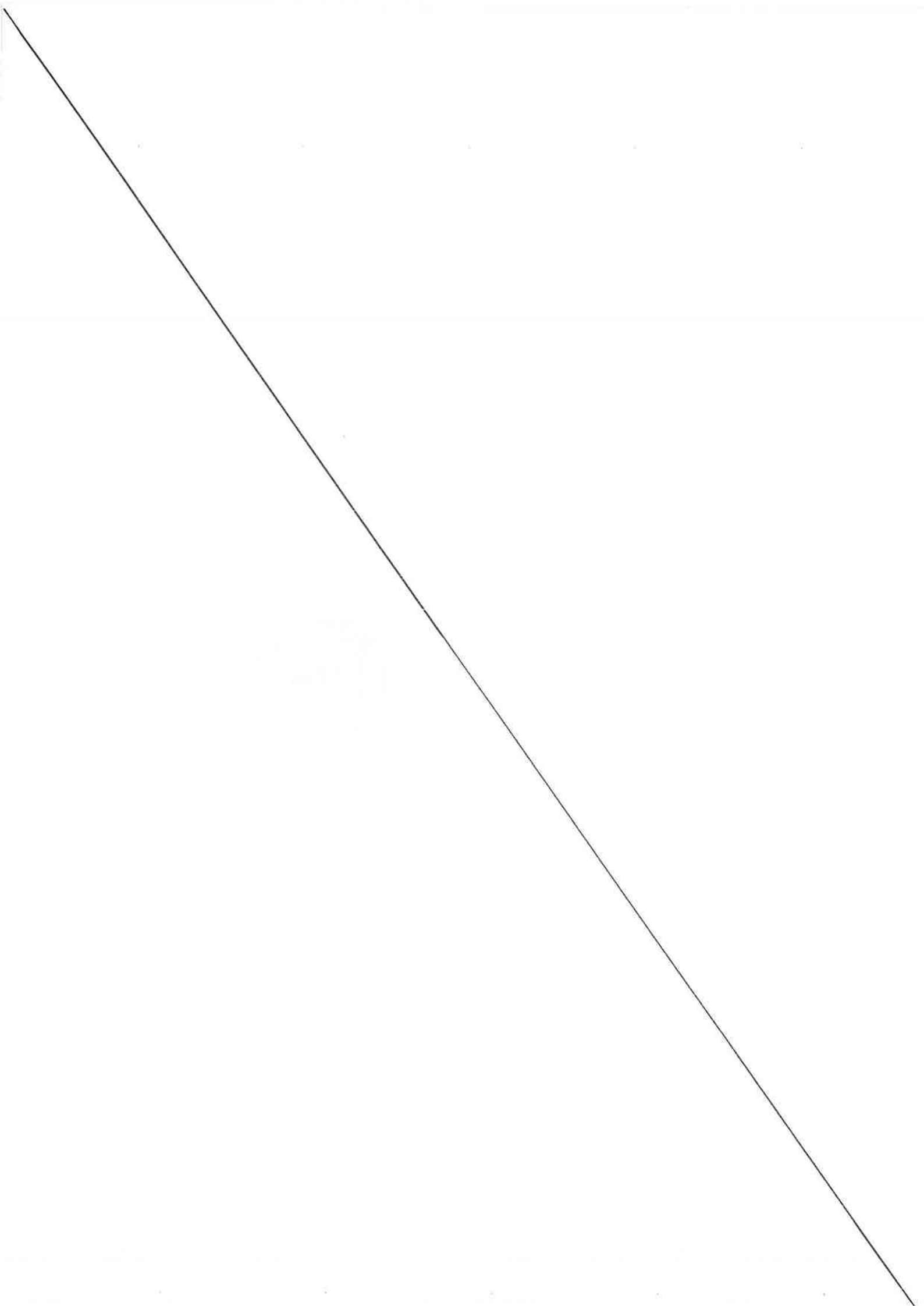
Fait à Toulon, le 26 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE

ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, ET LA LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée à l'Hôtel de la métropole 107, boulevard Henri Fabre CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par Décision Président n°..... en date du

d'une part, désignée sous le terme « Métropole TPM »,

Et

La Ligue pour la Protection des Oiseaux délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont le siège est Villa Saint Jules 6 avenue Jean Jaurès, 83 400 Hyères, représentée par sa Présidente, Madame Irène LASTERE, d'autre part,

Préambule

La LPO France est une association nationale reconnue d'utilité publique par décret du 3 juillet 1986. La LPO Provence-Alpes-Côte d'Azur agit pour l'oiseau, la faune sauvage, la nature et l'homme, et lutte contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation.

Elle exerce son action sur l'ensemble de la région de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les objectifs de l'association sont les suivants :

- Consolider et développer la connaissance naturaliste au service de la protection de la nature ;
- Réaliser des actions concrètes en faveur de la biodiversité sur les territoires ;
- Mobiliser les citoyens pour protéger la faune sauvage et ses habitats ;
- Structurer et pérenniser le fonctionnement de l'association en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

D'un point de vue opérationnel, la LPO souhaite déployer le projet « un port plus naturel » auprès de la direction des ports de la Métropole.

Suite à la demande de subvention de la LPO (cf. courrier en date du 6 septembre 2022 et dossier de demande de subvention), la Métropole, dans le cadre de son action en tant qu'autorité portuaire, de déploiement d'une politique environnementale visant à réduire l'ensemble des impacts de l'activité portuaire sur l'environnement, a décidé de soutenir financièrement l'association dans la réalisation de son action.

Il s'agit d'une action d'utilité publique, pour la préservation et la valorisation de la biodiversité.

Par ailleurs, celle-ci permettrait d'affirmer la certification « Ports Propres Actifs en Biodiversité » des ports de plaisance de la Métropole.

A cet effet, la Métropole TPM a déjà mis en place plusieurs actions en faveur de la biodiversité marine. Dans ce cadre, des actions avec le soutien technique et scientifique de la LPO, en faveur de la biodiversité terrestre, permettraient également à la Métropole d'aller plus loin dans cette démarche.

La LPO a, dans le présent cadre, signé le 12 mai 2023, le contrat d'engagement républicain, par lequel elle s'engage à respecter les principes de la république.

Ces actions seront de différentes natures :

- Réalisation de diagnostics patrimoniaux et d'inventaires naturalistes ;
- Animations de stand de sensibilisation et actions d'éducation à l'environnement, en contribuant à la compréhension des écosystèmes, la mise en évidence de leur fragilité et la connaissance de la biodiversité afin d'agir sur les comportements et développer des attitudes responsables allant dans le sens du respect du vivant.
- Aménagements d'équipements afin d'agir pour la protection et la conservation des espèces et de leurs habitats dont elles dépendent : hôtels à insectes, gîtes à papillon et nichoirs.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivantes, comportant les obligations mentionnées à l'annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention :

Le projet « un port plus naturel » comporte des actions en faveur de la prévention de la biodiversité terrestre, dans les ports de plaisance gérés par la Métropole TPM.

Ces actions dupliquées sur deux ports métropolitains, le port du Brusc et le port de La Madrague de Giens, sont découpées en trois phases :

1. Phase 1 : diagnostic écologique : inventaires naturalistes sur les oiseaux sur chaque site – rédaction d'une fiche de diagnostic.
2. Phase 2 : actions de sensibilisation à la biodiversité : tenues de stands, expositions et animations.
3. Phase 3 : action d'amélioration de la biodiversité : conseils sur l'achat de petits aménagements pour améliorer la biodiversité du site.

Article 2. Durée et entrée en vigueur de la convention

La présente convention est conclue pour 3 années civiles. Elle prend effet à compter de la date de sa notification, au titre de l'année civile en cours.

Cette convention prendra fin 3 ans après la date de signature de ladite convention.

Article 3. Les obligations des parties

3.1 Les obligations respectives

- Engagements de la Métropole TPM

La Métropole TPM précisera ses engagements en faveur du développement durable et ses besoins en matière d'Information, de sensibilisation, d'éducation et de formation pour lesquels la LPO PACA pourra proposer des activités en lien avec son objet associatif.

- Engagements de la LPO PACA

La LPO PACA s'engage à proposer des actions seront conformes au projet associatif et dépendrons des compétences locales et du projet territorial mené.

3.2 Les obligations communes

Dans le cadre de la présente convention, chaque partie s'engage notamment à :

- Préserver l'image de l'autre partie et veiller au sérieux et au professionnalisme. A ce titre, chaque partie s'engage notamment à se comporter comme un partenaire loyal et de bonne foi et notamment à ne pas commettre d'actes, omissions ou autres ou à diffuser auprès de tiers à la présente convention d'informations ou commentaires relatifs à sa collaboration avec l'autre partie, qui pourraient s'avérer préjudiciables à l'autre.
- Informer immédiatement l'autre partie de toute difficulté qu'elle pourrait rencontrer dans le cadre de la mise en œuvre de ses engagements de la présente convention.

Article 4. Conditions de détermination du coût des actions

La Métropole TPM prévoit une participation financière de 5 000 € par année civile pour deux ports afin de déployer le projet de la LPO « un port plus naturel » : le port du Brusc et le port de La Madrague de Giens.

La durée de la convention étant de 3 années civiles, le montant total de la participation financière sera de 15 000 euros pour les deux ports soit 7 500 euros par port

Article 5. Conditions de détermination de la contribution financière

Cette convention prendra fin 3 ans après la date de notification de ladite convention.

Article 6. Modalités de versement de la contribution financière

Le versement de la contribution financière pour les deux ports se fera annuellement par port, à l'issue de chaque phase d'actions détaillée dans l'article 1.

La contribution financière sera créditée au compte de la LPO selon les procédures comptables en vigueur.

Banque :

Code banque : Code guichet :
N° compte : Clé RIB :

Article 7. Communication, utilisation et diffusion des résultats

Les éventuelles actions de communication (presse, évènements, publications autres que rapports, etc.) seront concertées et menées en coordination avec chacune des parties.

En matière de communication, l'association LPO s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels du projet, le soutien apporté par la Métropole en utilisant le logo de la Métropole en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site internet **XXX**

Article 8. Confidentialité

Les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes.

Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Article 9. Modification et avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10. Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Article 11. Assurances

Pendant toute la durée de la convention, chaque partie reste titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle. Le défaut d'assurance constitue un manquement et justifie la faculté pour l'autre partie de mettre fin à la présente convention, dans les conditions précisées à l'article 14 des présentes.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION- JUSTIFICATIFS.

12.1 Obligations de l'association

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement N° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole en prenant contact avec la Direction de la Communication de Toulon Provence Méditerranée.

12.2 Justificatifs

L'Association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier des actions soutenues par la Métropole. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.
- Les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue d'en désigner un, soit par le Président de l'association.
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 13 : AUTRES ENGAGEMENTS

L'association informe sans délai la Métropole de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'association en informe la Métropole par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 14 : Cession de la convention

La présente convention est réputée avoir été conclue intuitu personae.

Chaque Partie s'interdit de céder ou transférer, à quelque titre que ce soit tout ou partie des droits ou obligations résultant des présentes, sans l'accord préalable et écrit des autres parties.

ARTICLE 15 : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle, de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention (y compris en cas de résiliation) la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier et des comptes mentionnés à l'article 12.2 entraîne la suppression de la subvention après mise en demeure de la Métropole restée infructueuse.

La Métropole informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16 : EVALUATION DE L'ACTION

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er} et à l'annexe 1.

L'Association s'engage conjointement avec la Métropole, à procéder à la fin de l'année en cours, soit 3 mois avant le terme de la convention, à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers parmi lesquels :

- Le nombre de personnes sensibilisés,
- Un livre d'or sur les stands pour recenser le retour des usagers ou visiteurs.

ARTICLE 17 : CONTROLE DE LA METROPOLE

La Métropole contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 18 : DROIT APPLICABLE ET REGLEMENTS DES LITIGES

La loi française d'applique à la présente convention.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Elles disposeront d'un délai de 3 mois à compter de la réception du premier courrier envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception de l'une des parties faisant part de son désaccord à l'autre partie, pour aboutir à une solution amiable.

En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait à, le

Pour la LPO PACA

La Présidente

Irène LASTERE

Pour la Métropole TPM

Le Président

Jean-Pierre GIRAN

Annexe : Programme d'actions et budget prévisionnel du projet de la LPO

PORT 1	Échéance	Unité (jours)	Coût unitaire	Total
Phase 1 : diagnostic écologique : inventaires naturalistes sur les oiseaux sur chaque site - rédaction d'une fiche de diagnostic	Printemps 2023	1	550,00 €	550,00 €
Phase 2 : Actions de sensibilisation à la biodiversité : tenue de stands, expositions ou animations sur chaque site	Printemps ou automne 2023	2	725,00 €	1 450,00 €
Phase 3 : Actions d'amélioration de la biodiversité : conseils sur l'achat de petits aménagements pour améliorer la biodiversité sur chaque site	automne 2023	1	500,00 €	500,00 €
			SOUS TOTAL	2 500,00 €
PORT 2	Échéance	Unité (jours)	Coût unitaire	Total
Phase 1 : diagnostic écologique : inventaires naturalistes sur les oiseaux sur chaque site - rédaction d'une fiche de diagnostic	Printemps 2023	1	550,00 €	550,00 €
Phase 2 : Actions de sensibilisation à la biodiversité : tenue de stands, expositions ou animations sur chaque site	Printemps ou automne 2023	2	725,00 €	1 450,00 €
Phase 3 : Actions d'amélioration de la biodiversité : conseils sur l'achat de petits aménagements pour améliorer la biodiversité sur chaque site	automne 2023	1	500,00 €	500,00 €
			SOUS TOTAL	2 500,00 €
			TOTAL	5 000,00 €

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Irène LASTERE, présidente, représentante légale

.....
.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

LPO Provence-Alpes-Côte d'Azur

.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 12/05/2023

à HYERES

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Irène Lastère, représentante légale de l'association

Signature

LPO PACA
Villa Saint Julien
6 Avenue Jean Jaures
83400 HYERES
Tél : 04 94 12 79 52
SIRET : 350 323 101 00062

